

Section Crédit à la Consommation et Crédit Immobilier

Réunion du mercredi 1er octobre 2025



A gauche, de l'arrière plan au premier plan

Mohamed Erraioui, Salafin - Amine Lahrichi, Eqdom - Jamal Benouahi, Mobilize (RCI)
Grégoire de Saint Lager, Mobilize (RCI) - Othman Najioullah, Vivalis - Mehdi Mouatassime,
Vivalis - Imane Haddi, Vivalis

Au centre, de l'arrière plan au premier plan

Mostafa Melsa, APSF et Khalid Dbich, Sofac, Président de la Section

A droite, de l'arrière plan au premier plan

Choukri El Boujamai, Wafasalaf - Sara Naciri, Wafasalaf - Ouafaa Fathi, Wafasalaf -
Nadia Mouammime, Axa Crédit - Abdelaziz Arbia, Axa Crédit - Kamal Benkiran, APSF

Ordre du jour examiné :

- Financement du segment de la location automobile courte durée
- Table de la valeur marchande et de la garantie crédit automobile
- Code éthique des intermédiaires de crédit

Votre contribution est précieuse !

A partager par mail à l'adresse apsf@apsf.ma

Section Crédit-bail, Affacturage et Mobilisation de Créances

Réunion du vendredi 24 octobre 2025



A gauche, de l'arrière plan au premier plan

Mostafa Melsa, APSF - Ilham Oughla, Maghrebail - Nahid El Massnaoui, CAM Leasing,
Présidente de la Section

Au fond

Kamal Benkiran, APSF

A droite, de l'arrière plan au premier plan

Karim Idrissi Kaïtouni, Wafabail - Lahoussine Hassani Idrissi, Saham Leasing -
Aziz Boutaleb, Maroc Leasing

Ordre du jour examiné :

- **Activité en 2025 et perspectives 2026**
- **Recouvrement judiciaire des créances en souffrance**
- **Traitement des difficultés des entreprises**
- **Fonctionnement du Registre National Electronique des Sûretés Mobilières**
- **Relations avec la NARSA**

Aspects judiciaires afférents au crédit

Concertation avec le Ministère de la Justice et Bank Al-Maghrib

Lundi 15 septembre - Lundi 13 et mercredi 15 octobre 2025



Photo souvenir des participants à la concertation avec le Ministre de la Justice, M. Abdellatif Ouahbi. Siège du Ministère, Rabat, Lundi 13 octobre

Le Ministère de la Justice, BKAM et les établissements de crédit ont entamé début 2025, la concertation en vue de renforcer la coopération entre eux et traiter des questions judiciaires afférentes au secteur bancaire. Ces partenaires ont retenu de travailler sur trois volets, travaux qu'ils ont repris, après la trêve estivale, en septembre.

Volet 1. : Mise en place d'une plateforme digitale Tabadoul

Lundi 15 septembre

Les travaux touchent à leur fin pour la mise en place de la plateforme Tabadoul. Lors de cette réunion du 15 septembre, les sociétés de financement ont été invitées à communiquer à la DSB le nom et les coordonnées de leur administrateur en vue de la création de leur compte Tabadoul par le Ministère de la Justice. Lors de cette même réunion, la date de lancement de la plateforme a été arrêtée à fin octobre 2025.

Volet 2. : Recouvrement judiciaire des créances en souffrance

Lundi 13 octobre

Les travaux sont abordés à travers cinq thèmes examinés au sein de sous-groupes de travail. Ils se sont poursuivis, lundi 13 octobre, sous la direction du Directeur des Affaires Civiles et des professions réglementées du Ministère de la Justice et du Directeur Adjoint de la DSB.

- *Sous-groupe de travail 1* : Aspects procéduraux
- *Sous-groupe de travail 2* : Expertises judiciaires
- *Sous-groupe de travail 3* : Réalisation des garanties
- *Sous-groupe de travail 4* : Application du Livre 5 du Code de commerce
- *Sous-groupe de travail 5* : Crédit-bail

Volet 3. : Fonctionnement du RNESM (Registre National Électronique des Sûretés Mobilières)

Mercredi 15 octobre

Les travaux sont abordés à travers quatre thèmes examinés au sein de sous-groupes de travail. Ils se sont poursuivis, mercredi 13 octobre.

- *Sous-groupe de travail* : Cadre juridique et réglementaire
- *Sous-groupe de travail 2* : Processus et organisation
- *Sous-groupe de travail 3* : Système informatique
- *Sous-groupe de travail 4* : Communication et sensibilisation.

Dans le pipe ...

ASPECTS JUDICIAIRES

■ Concertation avec le MJ et BKAM - Volet « Recouvrement des créances en souffrance » En cours

- *Sous-groupe de travail 1 : Aspects procéduraux*
Lundi 3 novembre - 10h00
- *Sous-groupe de travail 2 : Expertises judiciaires*
Vendredi 7 novembre - 10h00
- *Sous-groupe de travail 3 : Réalisation des garanties*
Vendredi 7 novembre - 10h00
- *Sous-groupe de travail 4 : Application du Livre 5 du Code de Commerce*
Lundi 3 novembre - 10h00
- *Sous-groupe de travail 5 : Crédit-bail*
Jeudi 30 octobre - 10h00



IMMATRICULATION DES VÉHICULES AUTOMOBILES FINANCÉS À CRÉDIT ET EN LEASING

■ CONFIRMATION DU STOCK DES VÉHICULES NANTIS AUPRÈS DE LA NARSA

Echanges dans le cadre de la solution dématérialisée, lancée fin 2024

- Echanges bilatéraux NARSA-SF : en cours
- Lancement des échanges bilatéraux entre SF



FISCALITÉ

■ TSC (TAXE DE SERVICES COMMUNAUX) : MODE DE GESTION ET DE RECOUVREMENT

Application de la décision de la Section Crédit-bail du 2 février 2025

- **Action de l'APSF** : Note écrite et rencontre avec la TGR, jeudi 27 février 2025 - Echanges autour des propositions des sociétés de crédit-bail relatives aux modalités pratiques de déclaration de la TSC au titre de l'année 2024 et aux modalités de gestion du contentieux de cette taxe

Fait nouveau en avril 2025

Adoption d'un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 47-06 relative à la fiscalité des collectivités locales. L'émission et le recouvrement de la taxe d'habitation et de la TSC, dépendent désormais des services de la DGI, qui gèrent déjà la taxe professionnelle.



Dans le pipe ...

PARTAGE D'INFORMATIONS

■ LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Application de la directive n° 1/G/11 du 3 février 2011 de BKAM

- Recensement et partage des cas de fraude entre les sociétés de crédit déclarantes, sous Excel et selon une fréquence trimestrielle. **Dernier partage en date** : troisième trimestre 2025.

- **Objectif** : passer à une déclaration et une consultation en ligne et en temps réel pour toutes les sociétés de financement

- Module de partage en ligne des cas de fraude prêt techniquement dans la « Plateforme digitale de l'APSF » <https://app.apsf.ma/login>



■ MISE EN PLACE D'UN RCC (REGISTRE CENTRAL DU CRÉDIT)

Projet conduit par la DSGD (Direction Statistiques et Gestion des Données) de BKAM

- **Objet** : Recueil de données granulaires sur le crédit pour les besoins de conduite de la politique monétaire et de supervision de la Banque Centrale.

En retour aux EC, **restitution des données agrégées** par BKAM.

- Echanges entre la DGSD et les sociétés de financement depuis 2024

- **Phases de tests** : Après adoption du modèle de données (blocs clients, contrats, garanties et informations négatives) et des modalités d'échanges (notice technique, version de mai 2025, révisée en octobre 2025), le projet est entré, à la mi-octobre 2025, dans le démarrage de la phase de tests, phase qui doit s'étaler jusqu'à la mi-décembre 2025

- **Mise en production** : Le lancement de la mise en production du RCC est prévu pour janvier 2026.



Dans le pipe ...

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

■ MISE EN ŒUVRE DU CODE ÉTHIQUE DES INTERMÉDIAIRES DE CRÉDIT adopté le 28 juin 2024

Suite de la réunion DSB - APSF du jeudi 3 juillet 2025

Application de la décision de la Section Crédit à la

Consommation réunie le mercredi 1er octobre 2025

- Rédaction d'une mention à insérer dans l'OPC : rôle de l'intermédiaire et modalités de sa rémunération
- Recensement des intermédiaires, avec leur notation
- Partage autour des cas de fraude
- Activité générée par le canal des intermédiaires : nouveaux crédits, rachats



COMMUNIQUE DE PRESSE ADOPTION D'UN CODE ÉTHIQUE ENCADRANT LA PRATIQUE L'INTERMÉDIATION EN OPÉRATIONS DE CRÉDIT À LA CONSOMMATION

révisé le 28 juin 2024

L'Association Professionnelle des Sociétés de Financement (APSF) a adopté, sous l'égide de son conseil d'administration, un code d'éthique visant à encadrer les relations entre les sociétés financières et les intermédiaires en crédit à la consommation. Ce code vise à garantir les standards de la profession et à assurer un développement sain du marché financier des clients finaux du crédit.

Le code de déontologie met en place un cadre normatif strict et transparent, visant les diligences et les modalités de relation de la consommation et à tous les intermédiaires impliqués dans cette activité.

L'association a également défini des modalités de suivi de la consommation et les a mises en œuvre afin de garantir l'efficacité des opérations de crédit à la consommation et de garantir la qualité des services offerts aux clients.

[Clic ci pour télécharger le Code éthique](#)

Pour mémoire ...

COMPTABILITÉ

■ COMPTABILITÉ DU CRÉDIT-BAIL CHEZ L'ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT-BAIL

Chantier structurant

- Passage à la seule à la seule comptabilité financière
- Harmonisation des pratiques comptables

Les Cahiers de l'APSF - COMPTABILITÉ DU CRÉDIT-BAIL
Chapitre l'établissement de crédit-bail
180324

[Clic ici pour télécharger les « Cahiers de l'APSF »](#)

[Comptabilité du crédit-bail chez l'établissement de crédit-bail](#)

Conjoncture / Chiffres clés

L'économie marocaine en 2025 et 2026 *

■ Prévisions 2025

Production céréalière : 44 millions de qx

Valeur ajoutée agricole : +5,1%

Valeur ajoutée non agricole : + 4,0%

Activités secondaires : + 3,7%

Activités tertiaires : + 4,2%

Croissance du PIB : +4,5%

Consommation des administrations publiques : + 6,6%

Consommation finale des ménages : +3,3%

FBCF : + 6,4%

■ Hypothèses & Perspectives 2026

Environnement national

Demande étrangère adressée au Maroc : +3,0% **

Cours moyen du baril de Brent : 65 dollars

Taux de change du dollar : 10,007 dirhams

Environnement national

Production céréalière : 70 millions de qx

Valeur ajoutée agricole : +7,9%

Valeur ajoutée non agricole : +4,0%

Croissance du PIB : +4,5%

Consommation administrations publiques : + 5,6%

Consommation finale des ménages : + 3,9%

Taux d'inflation : 2%

** Hors produits de phosphates et dérivés

* Source : Projet de loi de finances pour l'année 2026 - Rapport d'exécution budgétaire et de cadrage macroéconomique triennal

[Clic ici pour télécharger le Rapport](#)